

Commission : Sommet international de Madrid UE-UA

Problématique : Une coopération d'égal à égal entre l'Union européenne et l'Union africaine : "Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?"

Auteur : Guinée Equatoriale

La Guinée équatoriale est un état pétrolier de 1,5 millions d'habitants qui depuis 1968, fait partie des 55 membres de l'UA (l'Union Africaine), une organisation intergouvernementale d'États africains fondée à Durban en Afrique du Sud le 9 juillet 2002. Notre pays est actuellement dirigé par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (TONM), ancien militaire qui occupait plusieurs postes sous la présidence de son oncle Francisco Macias Nguema, qu'il renversa suite à un coup d'état en 1979. Cet événement fera de lui le président du Conseil militaire suprême, puis en 1982, il deviendra le nouveau président de la Guinée équatoriale. Cela fait maintenant 42 ans qu'il se trouve à la tête de son pays ce qui fait de lui le plus ancien chef d'état en exercice au monde hors monarchie. Il postule pour un sixième mandat de sept ans en 2023, et sa gouvernance est généralement considérée comme une dictature. Tout au long de sa gouvernance, Theodoro Obiang est accompagné du parti démocratique de Guinée équatoriale, créé par ce dernier le 11 octobre 1987 en tant que parti unique.

Jusqu'à présent, c'était principalement sur l'accord de Cotonou que les relations entre la Guinée équatoriale et l'Union Européenne avaient lieu. Un accord signé au Bénin réunissant 79 états et les 27 pays de l'Union Européenne, qui était conclu pour 20 ans. Suite à son expiration en 2020, un nouvel accord entre l'Union Européenne et l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) fût proposé la même année. Cet accord post-Cotonou a été signé le 15 avril 2021 et fixe le cadre de coopération politique, économique et sectorielle pour les vingt prochaines années. Alors que l'UE est le partenaire externe le plus important de l'UA, en 2007 fût signé par ces deux union la Stratégie Commune UE-Afrique (SCUA) et son volet « paix et sécurité » qui oriente le partenariat entre l'Europe et l'Afrique. Cet accord formalise l'ambition de ne « plus se cantonner à la coopération au développement » et de soutenir « les aspirations de l'Afrique, désireuse de trouver des réponses transrégionales et continentales à certains des défis cruciaux ».

Les relations entre notre pays et l'Union Africaine se voient quelque peu douteuses, notamment par la mise en place d'une Mission d'Observation de l'Union Africaine (MOEUA) de la part du président de la Commission de l'Union africaine (CUA) S.E. Moussa Faki Mahamat. C'est en 2017 au sujet des élections équato-guinéennes et plus spécifiquement de l'observation des opérations de vote et de dépouillement des voix que cette mission eut lieu. Il est clair que des relations fiables et solides ne peuvent pas aboutir si une certaine confiance n'est pas établie entre les deux, et que si l'objectif est une relation prospère, pacifique et durable entre l'UE et l'UA alors doit y avoir une UA soudée. Mieux vaut se reposer sur des prises en charge plus bénéfiques dans leurs intérêts communs, comme celle du Premier ministre S.E. Francisco Pascual Eyegue Obama Asue, qui au nom du président de la République démocratique de Guinée équatoriale, a présidé l'ouverture du 11e groupe de travail africain sur le développement de l'alimentation et de la nutrition (ATFFND) qui vise à investir dans des aliments nutritifs pour les réfugiés. Il en résulte que la 11e ATFFND a été organisée par le Département des affaires sociales (DSA) en collaboration avec le gouvernement de la Guinée équatoriale.

En février 2022, le sommet de l'Union Européenne et l'Union Africaine, traite différents thèmes comme la solidarité, la sécurité, la paix et le développement économique. Le partenariat visait aussi à promouvoir les droits de l'homme, et la croissance économique. Du point de vue économique, notre pays reçoit enfin de bonnes nouvelles suite a une croissance économique de +2,8% en 2021 après 8 ans de récession, croissance qui serait principalement due à l'augmentation de la production de gaz dérivés. Malheureusement, notre pays connaît quelques difficultés au niveau des droits de l'homme, notamment pour les restrictions importantes de la liberté d'expression, le droit a un procès bafoué, la torture toujours présente et homicides illégaux, C'est pour cela qu'il est primordial que notre rapport avec les droits de l'homme évolue. Certaines mesures ont été mentionnées, citant un nouveau code pénal qui abolirait la peine mort mentionnée en 2021 par l'ambassadeur équato-guinéen du Portugal, ou bien l'assemblée nationale des femmes qui a pour but de leur donner plus de moyens d'agir notamment au sujet des exclusions de femmes enceintes dans les écoles. Mais ces mesures ne suffiront pas et c'est pour cette raison qu'une aide de la part de l'UE et de l'UA serait des plus favorables.

En tant que PMA membre de l'UA, la Guinée équatoriale est très favorable à l'idée d'une coopération d'égal à égal entre l'Union Européenne et l'Union Africaine, en raison de sa grande difficulté à se développer. Notre pays prend ce positionnement europhile en espérant que ses appels à l'aide puissent être entendus dans des pays de UE plus développés, et qu'elle puisse avoir son mot à dire dans les futures mesures concernant les deux continents.